

AI INDEX: AFR 29/ 07/ 95f

EMBARGOED UNTIL 0001 HRS GMT ON THURSDAY 9 NOVEMBER 1995

GUINEE: EXISTE-T-IL UNE VOLONTE POLITIQUE D'AMELIORER LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME?

Les arrestations arbitraires, la torture, la mort en détention, ainsi que les condamnations à la peine de mort continuent d'être des pratiques courantes en Guinée, a déclaré Amnesty International dans un rapport publié aujourd'hui.

Suite à une mission effectuée cette année, l'organisation a constaté la persistance des violations des droits de l'homme dans un pays qui a ratifié la quasi totalité des instruments internationaux relatifs à ces droits, dont la Convention des Nations Unies contre la torture.

Au cours des cinq dernières années, les militants des principaux partis d'opposition, le *Rassemblement du peuple de Guinée* (RPG) et le *Parti du renouveau et du Progrès* (PRP) ont souvent été arbitrairement détenus et battus par les forces de sécurité. Leurs dirigeants ont été empêchés de tenir des réunions publiques dans certaines localités de la haute Guinée. Des responsables syndicaux ont aussi été maltraités par les gendarmes.

Bien que depuis 1991 la presse ait théoriquement le droit de s'exprimer, les journalistes continuent à être harcelés. En juin 1995, Doudou Traoré, un cameraman qui accompagnait le cortège du RPG à Kankan, a été détenu plusieurs jours. A sa sortie de prison, il aurait déclaré qu'un agent de la sécurité l'a menacé en ces termes: "C'est un cameraman de la BBC. Il fixe des images pour aller les projeter à l'étranger et discréditer notre pays. Il faut le bâtonner et il faut le liquider dès que la nuit sera tombée."

Pour avoir réclamé des meilleures conditions d'études, des étudiants guinéens ont été détenus et passés à tabac. Pour avoir manifesté pacifiquement, Siradiou Diallo, étudiant en deuxième année de chimie, a reçu plusieurs coups de matraque et de crosse de fusil provoquant ainsi la perte de ses dents.

Serge Daniel, le correspondant de RFI aurait reçu au cours de sa détention une cinquantaine de coups de fouet. De l'eau chaude aurait également été versée sur son visage. Mamadi Sanoh, détenu en mars 1995, aurait été battu aveuglément. A sa libération, il déclara à la presse qu'il avait perdu l'usage de son oeil droit. Par ailleurs, 16 détenus sont décédés en début de cette année à la maison d'arrêt de Conakry, apparemment à cause de la torture et des traitements inhumains. Une enquête a été ouverte, toutefois ses résultats n'ont jamais été publiés.

Dans un rapport publié en mars 1995, l'Association guinéenne des droits de l'homme (AGDH) décrivant la situation des prisonniers écrit: "Jonchés sur le sol nu, couvert d'urine et de matières fécales, les détenus dorment à même le sol, sans natte, ni couverture."

" Les autorités guinéennes doivent immédiatement arrêter le recours à la torture et accorder à tous les prisonniers un régime alimentaire, des soins médicaux et des conditions sanitaires et d'hygiène décentes," a déclaré Amnesty International.

L'organisation est aussi préoccupée par les cas de personnes livrées par les autorités pénitentiaires à des foules en colère. En juin 1993, Mamady Bayo accusé d'homicide, a été remis par la police à la foule. Il a été brûlé vif.

A plusieurs reprises, les forces de l'ordre ont ouvert le feu sur des civils dont des femmes et des enfants. Lors d'une manifestation pacifique en 1993, au moins 70 personnes ont trouvé la mort. Le directeur de la police a annoncé l'arrestation et le jugement sans délai de deux soldats soupçonnés d'avoir tiré sur la foule. Toutefois, les résultats de l'enquête et du procès n'ont jamais été publiés.

Les dernières exécutions en Guinée remontent à 1985. Néanmoins, six personnes ont été condamnées à la peine capitale cette année. Amnesty International s'est toujours opposée à ce châtiment contraire au droit même de la vie. Plusieurs associations des droits de l'homme et des personnalités de l'opposition guinéenne se sont prononcées contre l'application de cette peine, arguant que la criminalité ne peut se résoudre de cette méthode.

L'organisation demande aux autorités de faire toute la lumière sur les atteintes aux droits de l'homme et prendre toutes les mesures pour y mettre fin.

"L'impunité devrait enfin cesser en Guinée et les responsables de toutes ces violations devraient être traduits en justice," a déclaré Amnesty International.

ENDS\